

L'Analyse stratégique des réseaux d'acteurs sociaux.

Vers une modélisation des rapports de pouvoir dans l'analyse en réseau à partir du cas de l'underworld de la prostitution

Nicolas Marquis

1. Introduction

Réfléchir sur l'organisation du monde de la prostitution dans une perspective de sciences sociales se révèle souvent être une gageure. En effet, toute analyse désirant être objective ou dépassionnée est rendue difficile par les épineuses questions morales qu'elle ne manquera pas de soulever. Celles-ci tournent souvent autour de la violence, du pouvoir, de la misère et du consentement. Dans l'étude de pareil phénomène, l'imaginaire de la traite des êtres humains dispute le terrain à celui du réseau criminel organisé. Il existe cependant des ressources théoriques, peu mobilisées jusqu'à présent sur cet objet par ailleurs étudié sous d'autres angles, qui permettent de tenter un tel exercice : l'analyse en réseau et l'analyse stratégique, deux courants aujourd'hui bien établis en sciences sociales. On verra que, paradoxalement, ce sont les aspects les plus souvent critiqués de ces deux courants qui se révéleront particulièrement utiles pour notre propos : formalisation poussée, anthropologie plutôt pauvre, prise en compte des relations de pouvoir objectives, etc.

Cet article possède un statut heuristique. Il vise à montrer, à partir d'une construction théorique (l'analyse stratégique des réseaux d'acteurs sociaux ou ASRAS) appliquée à un objet particulier (l'enquête sur l'*underworld* de la prostitution réalisée pour le compte de la Société des Nations entre 1924 et 1926), qu'une certaine objectivation sociologique des marges de manoeuvre dont disposent les acteurs impliqués dans les réseaux de prostitution est possible. Après avoir très brièvement présenté ce modèle d'analyse, nous montrerons en quoi il peut se révéler éclairant. Au final, nous proposerons une appréhension sociologique de la traite, que l'on pourra confronter à la classique définition juridico-morale de celle-ci.

2. L'enquête de la SDN : un matériau encore non exploité

Entre 1924 et 1927, la Société Des Nations mit sur pied un dispositif d'enquête d'envergure internationale, dans le but de détecter l'existence et, le cas échéant, l'ampleur du fléau alors étiqueté « traite des blanches » (plus tard traite des femmes et enfants)¹. La SDN mandata un comité d'experts qui nomma à son tour des enquêteurs pour procéder à une recherche approfondie sur le milieu de la prostitution dans différents pays du monde. Comme le montre très bien Chaumont (2009), les résultats de cette enquête furent travestis par les « experts », convaincus à l'avance de l'existence d'un trafic massif de jeunes femmes naïves et innocentes, exploitées contre leur gré. Cette mystification massive d'il y a près d'un siècle continue de structurer les débats actuels autour de la prostitution.

¹ Pour une étude fouillée du contexte politique de cette enquête, de son interprétation par les experts et des conséquences de celle-ci, on renvoie à la monographie de J.-M. Chaumont (2009), basée sur les minutes des séances de travail du groupe des « experts ».

Il reste cependant que le travail des enquêteurs de terrain d'alors constitue, toutes considérations morales mise à part, une mine d'informations d'une richesse sociologique inégalée dont personne n'a profité. Il est malheureusement impossible de rendre justice ici à cette masse considérable de données. C'est pourquoi nous nous concentrerons sur le travail d'un enquêteur en particulier (Paul Kinsie, ou PK). Celui-ci passa en tout plus de deux ans sur le terrain, mais c'est de l'épisode sud-américain de son enquête (mai à septembre 1924²) que nous tirons les exemples qui suivent. A l'aide d'une méthode d'enquête *undercover*, PK a réussi à pénétrer les « réseaux de prostitution » sur plusieurs continents. Le mode d'infiltration de l'enquêteur est souvent le même. Avec une audace certaine, PK se fit tantôt passer pour un « pimp » (souteneur ou proxénète) qui cherche à placer une fille dans un bordel, tantôt pour un homme de main d'une personne importante dans le réseau pour qui il cherche à acquérir une maison de passe. PK se mêla ainsi aux prostituées, souteneurs, madames, trafiquants et personnes possédant un/des bordel(s) (Disorderly Housekeeper). Dans les rapports composé après la visite de chaque lieu, PK fait part de ses observations, mais aussi et surtout de ses interactions avec les individus. Ces données ethnographiques restent donc très précieuses : elles offrent le discours décomplexés des gens de l'underworld, puisque la situation d'enquête undercover permet de minimiser au maximum le biais de désirabilité sociale créé par une enquête scientifique ou policière.

3. L'outil analytique

A la lecture des rapports rédigés par PK, on ne peut qu'être frappé par la diversité des situations dont il fait état. Cette diversité, qui semble annihiler les velléités de montée en généralité, voire décourager toute tentative d'analyse, n'est que la contrepartie logique de la richesse du matériau. Nous pensons cependant qu'il est possible de la dépasser à travers une théorie capable d'objectiver les relations qu'entretiennent les acteurs à l'intérieur d'un contexte particulier. Nous avons intitulé ce modèle d'analyse, que nous ne pouvons qu'esquisser ici, « analyse stratégique des réseaux d'acteurs sociaux », car il conjoint les avantages de deux courants³ qui ont en commun de chercher à éviter les conceptions « sur-socialisées » et « sous-socialisées » de l'action (Wrong in Granovetter, 2000 : 205) en rendant visible tant la dimension structurelle que la dimension actancielle d'une situation sociale.

L'ASRAS appartient aux « théories de l'action » et prend donc en compte, comme le dit Lazega (1998 : 6) les ressources des individus lorsque ceux-ci cherchent à atteindre des buts (tel par exemple leurs relations sociales, les moyens matériels, leur position dans une hiérarchie, etc.) Combiner l'analyse du jeu des acteurs et celle d'un système toujours à la fois habilitant et contraignant invite à complexifier la notion de *pouvoir*. Le pouvoir d'un individu (issu de son « capital »), loin d'être

² PK séjournera notamment à La Barbade, La Havane, Rio, Montevideo et Buenos Aires.

³ On trouvera de bonnes introductions à l'analyse des réseaux sociaux dans Lazega (1998), Degenne et Forsé (1994), Lemieux (1999), Mercklé (2004). Pour l'analyse stratégique, nous renvoyons aux classiques que sont *L'acteur et le système* (Crozier, Friedberg, 2004) et *Le pouvoir et la règle* (Friedberg, 1993). L'intégration de ces deux ressources permet de pallier un manque souvent reproché à l'analyse des réseaux sociaux : sa difficulté à intégrer les relations de pouvoir (Van Campenhoudt, 2010), ce que fait parfaitement l'analyse stratégique. D'un autre côté, l'analyse en réseau offre des ressources particulièrement pertinentes pour étudier des groupes d'acteurs évoluant dans l'informel, voire l'illégalité (cf. infra). Dans cet article, nous avons volontairement évité d'emprunter à ces deux courants une terminologie trop spécialisée qui aurait nécessité de plus amples explications, malgré l'intérêt qu'elle représente.

substantiel, n'est qu'une fonction de l'environnement dans lequel il peut éventuellement prendre sens. Ainsi, l'étude de cet environnement constitue la première étape de la démarche.

Suivant en cela Crozier et Friedberg (2004), nous définissons le pouvoir comme une relation instrumentale, non-transitive et réciproque, bien que déséquilibrée. De ce point de vue, la *contrainte absolue* n'existe pas, dès lors qu'un pouvoir ne peut exister sans contre-pouvoir. Tout agent est capable, par son action ou sa non-action, de « créer une différence », aussi minime soit-elle. Cependant, tous sont soumis à une seule et même contrainte : « s'en sortir », adopter des stratégies gagnantes⁴. La deuxième étape de la démarche est donc de détecter les *marges de manoeuvre* (inégaux) dont disposent les différents acteurs ou, autrement dit, de mettre en lumière la *zone d'incertitude* qu'ils contrôlent, ainsi que les luttes qui s'engagent pour augmenter la sienne et diminuer celle d'autrui.

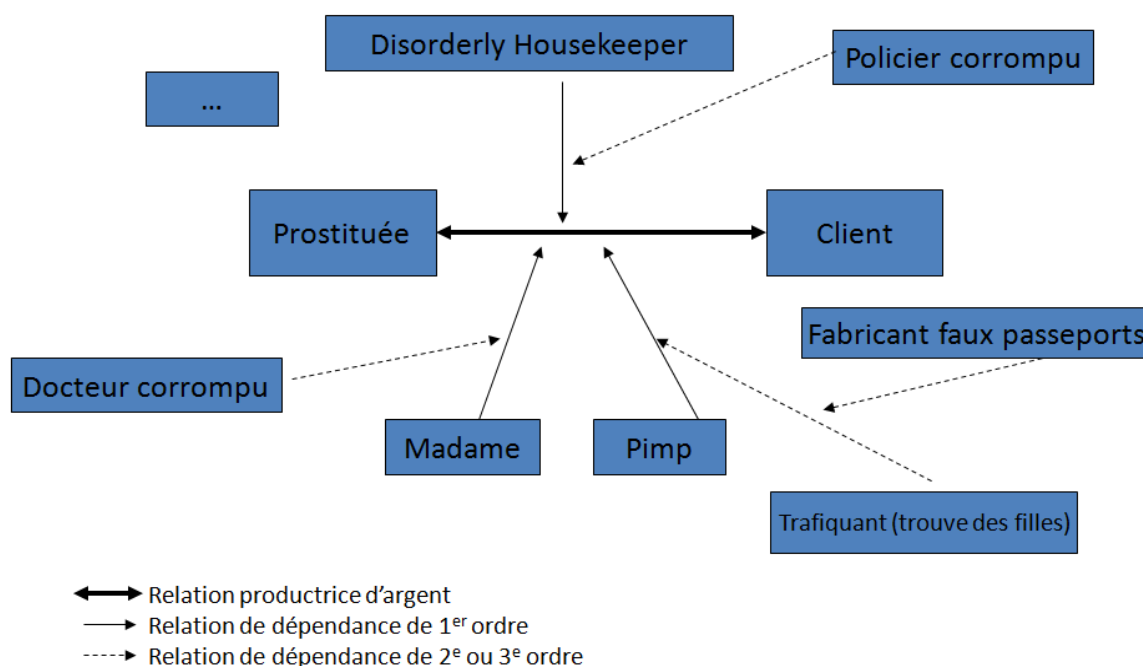
Comprendre analytiquement ce qu'est un réseau d'acteurs sociaux suppose de se départir d'une vision de sens commun, où le terme, très connoté, a mauvaise presse (par exemple lorsque l'on parle de « réseau criminel »). Au premier niveau, le réseau qualifie un ensemble de personnes qui ont besoin les uns des autres pour poursuivre leurs intérêts propres, et qui sont objectivement liées par des interdépendances⁵. On peut ainsi se le représenter comme une communauté provisoire d'intérêts où chacun essaye de tirer son épingle du jeu. Les individus sont en interdépendance parce qu'ils sont, dans une certaine mesure *indispensables* les uns aux autres pour atteindre leurs buts respectifs.

Dans le cas du réseau d'acteurs qui nous occupe, il est possible de reconstruire celui-ci à partir de son unité de base : la relation de prostitution elle-même. On peut formaliser l'underworld de la prostitution par cette simple proposition : si la relation principale de l'exercice de la prostitution est celle – d'argent – qui a cours entre la fille et son client - par ailleurs la seule relation productive -, d'innombrables intermédiaires viennent s'y greffer, en tentant de se rendre indispensables, afin de justifier le dû qu'ils peuvent prendre au passage. Certains sont directement dépendants de cette relation d'argent (les souteneurs, les madames, les DH, etc.), tandis que d'autres sont dépendants de la dépendance des premiers (médecins ou avocats corrompus, fabricant de faux passeports, etc.) à cette même relation.

⁴ Cette anthropologie peut paraître simpliste. Si on peut certainement argumenter en ce sens, on verra cependant que dans des situations difficiles, elle correspond tout de même en partie à une réalité de terrain. Au-delà de cet aspect, il faut considérer que cette « réduction anthropologique » n'a pas de portée morale, mais simplement un avantage méthodologique. Si l'immense majorité des acteurs sont effectivement mus par des motifs économiques, ceux-ci ne sont en fait souvent que des moyens pour atteindre des fins qui peuvent alors être très diverses (devenir une Madame quand on est prostituée, retourner vivre en France, faire venir son petit ami par bateau, éviter à sa famille de mourir de faim, se sentir appartenir à une communauté, etc.)

⁵ A un autre niveau, le réseau est aussi, plus qu'un ensemble de positions objectives, un lieu de production de règles et de symboles., ce qui lui permet d'éviter la menace constante de sa dislocation. Bien que particulièrement saillant dans le cas des réseaux de prostitution (voir le cas du « Hevra », club de souteneurs juifs, infiltré par PK), ce point ne sera pas traité ici.

Fig. 1 Formalisation structurelle du réseau-type de prostitution à Buenos Aires (1924) tel que décrit par PK



La suite de l'article sera consacré à une application du modèle trop brièvement esquissé ici. La structure de notre propos sera la suivante. Nous commencerons par donner quelques éléments du *contexte* économique et politique qui forme l'environnement dans lequel évolue le monde de la prostitution en Amérique du Sud en 1924, afin de percevoir les contraintes qu'il impose, mais aussi les possibilités qu'il ouvre aux membres de l'underworld. Ensuite, on présentera les *capitaux* dont disposent les acteurs, et le pouvoir qu'octroie leur mobilisation. Enfin, on réfléchira sur la place de la prostituée elle-même dans ce système d'action concret.

4. Le réseau dans son environnement

Contextualiser l'action des individus permet de voir que ceux-ci sont, tout comme les réseaux dans lesquels ils s'inscrivent, extrêmement dépendants de l'environnement dans lequel ils évoluent. Celui-ci possède un impact important sur la forme et la fonctionnement des associations des individus. Dans le cas de l'underworld de la prostitution, il en est même la condition d'existence.

4.1. Le contexte économique

Le monde de la prostitution est d'abord et avant tout un monde d'argent. Tous les acteurs sont mus par des motifs pécuniaires (quelles que soient les fins poursuivies au-delà). Bien sûr, la distance à la nécessité que connaissent les uns et les autres peut-être très variable : tandis que certains amassent des fortunes considérables (quelques riches trafiquants, investisseurs immobiliers ou habiles souteneurs), d'autres espèrent gagner assez pour survivre (souvent les prostituées elles-mêmes, mais aussi de nombreux pimps misérables, etc.).

En 1924, l'Amérique du Sud, nonobstant des différences entre pays, constitue aux yeux des acteurs une terre promise. Pour le milieu juif, particulièrement investigué par les enquêteurs, les flux

migratoires prennent souvent leur source dans l'Europe de l'Est ou de l'Ouest, là où on va « chercher des filles », qui par ailleurs sont souvent, comme on le verra, « prêtes à partir » car, selon les propos des enquêtés, on y « starve to death ». L'investissement que représente le prix d'un voyage transatlantique par bateau oblige les individus qui l'entreprennent (ou le font entreprendre à d'autres) à prendre toutes les précautions possibles pour la réussite de l'entreprise : mieux vaut par exemple « avoir une fille dont on est sûr », c'est-à-dire dont la prostitution en Amérique du Sud constitue effectivement le projet, et dont la « socialisation » au milieu n'est pas incertaine, parce que déjà bien engagée de longue date.

4.2. Le cadre législatif

Si le contexte économique joue un rôle décisif dans la mesure où la prostitution est une affaire d'argent, l'impact du contexte politique n'en est pas moins important. En effet, une deuxième caractéristique fondamentale du monde de la prostitution tient à son rapport à la loi. La plupart de ses membres sont souvent à la limite, ou même au-delà de la légalité (d'où le terme *d'underworld*). Outre le fait d'avoir besoin les uns des autres pour fonctionner, les acteurs se *tiennent* mutuellement par cette condition communément partagée (même s'ils ne sont évidemment pas tous logés à la même enseigne). Être dénoncé aux autorités est une menace qui pèse sur la plupart des acteurs, et constitue une marge de manœuvre, un pouvoir que chacun peut exercer sur autrui.

En imposant des règles, le contexte politique crée en même temps une possibilité (au moins théorique) de les transgresser, de les contourner, ou de s'y adapter. Ce faisant, il participe à la valorisation de capitaux (ou compétences) possédés par certains acteurs, rendus plus ou moins indispensables pour d'autres acteurs de l'*underworld*. Il est par exemple très intéressant d'avoir un ami haut-placé dans la hiérarchie policière si la police organise souvent des raids dans les maisons de passe. Il est tout aussi utile de connaître un médecin corrompu dans un pays où les filles doivent obtenir un certificat pour exercer. Autrement dit, la présence de la règle organise la rareté des moyens de s'en accommoder et définit les marges de manœuvre. Des règles strictes ne signifient donc pas automatiquement un environnement contraignant pour tout le monde, puisqu'il crée des habilitations. Une constante sur laquelle on reviendra par la suite a cependant pu être repérée dans l'analyse du matériau : plus le règlement est « fourni » (comme c'est souvent le cas dans les politiques réglementaristes), plus il y a d'interdépendances entre les membres de l'*underworld*.

L'*underworld* est ainsi paradoxalement organisé par les lois mêmes que ses membres transgressent sans cesse, comme en miroir. Dès lors, un changement dans ces lois aura inévitablement pour conséquence un changement dans sa (même si ce n'est que rarement le changement prévu par la loi). Par exemple, en interdisant les pimps, les règles d'un pays peuvent forcer ceux-ci à se cacher, ou à développer de nouvelles stratégies (parfois coûteuses) de couverture ou de corruption. Elles amènent ainsi à recréer sans cesse la forme du réseau d'interdépendances dans lequel évoluent les membres de l'*underworld*, en donnant dans ce cas-ci une marge de manœuvre (de dénonciation) aux autres membres de l'*underworld* par rapport aux pimps interdits.

Cependant, la règle ne permet pas de préjuger de son application. Celle-ci est confiée à des corps de métier (principalement des policiers, mais aussi des garde-frontières, services de prophylaxie, fonctionnaires d'immigration,...). Du fait de la mission dont ils sont investis, ces (groupes d') individus sont aux commandes d'une zone d'incertitude très importante, en ce qu'ils peuvent décider d'appliquer plus ou moins la règle, et de se laisser corrompre ou non.

Dans l'Amérique du Sud de 1924, de manière générale, s'il semble que la prostitution bénéficie d'une certaine tolérance, elle n'est autorisée qu'à de très nombreuses conditions. La plupart des pays adoptent une posture « réglementariste ». En Argentine, par exemple, un règlement complexe autorise la prostitution en maison privée mais, à l'exception des madames, pousse tous les intermédiaires (souteneurs et DH entre autres) dans l'illégalité. Dès lors, ceux-ci dépensent beaucoup de moyens à contourner les lois, principalement via des stratégies de couverture et de corruption.

En conclusion, il faut considérer chaque réseau dans son caractère idiosyncrasique, puisqu'il se réadapte sans arrêt à un contexte économique qui lui donne son principe, et à un contexte politique qui lui donne sa forme. C'est donc dans chacun des contextes structurels récurrents, à la fois contraignant et habilitant qu'il faut donc étudier le déploiement de la prostitution. Ils forment en effet des configurations qui, en fonction de leurs caractéristiques, interdisent ou autorisent des *formes* de rapports entre les différents acteurs et donnent sens aux compétences de chacun.

5. Les capitaux et la marge de manoeuvre des acteurs du réseau

Pour mieux saisir la teneur des relations de pouvoir, il convient d'analyser la manière dont les individus se rendent concrètement indispensable. Autrement dit, il nous faut décanter les différents types de capitaux qu'ils peuvent mobiliser. On l'a dit plus haut, les capitaux ne prennent sens que dans un contexte économique et politique qui les constitue comme tels. Ils doivent donc être mis en lumière dans chaque contexte. Être un acteur signifie exercer un pouvoir, aussi insignifiant soit-il, afin de survivre dans le réseau. Exercer un pouvoir signifie à son tour construire et gérer une zone d'incertitude. L'importance d'un acteur n'est pas tant liée à ce qu'il réalise effectivement qu'à ce qu'il *pourrait* faire. Nous nous limiterons ici à citer les différents capitaux repérés inductivement lors de l'analyse des rapports de PK.

- le capital des moyens de production : au sens marxiste du terme, il reprend tout ce qui est nécessaire à l'exercice de la prostitution. Il y a bien sûr le corps de la prostituée, mais aussi les maisons de passe, généralement possédées par des DH, et l'argent, souvent utilisé pour graisser la patte aux détenteurs de capital réglementaire.
- le capital de légitimité : déterminé en dehors du champ d'action des individus, il qualifie la possibilité d'agir en conformité à la loi d'un pays. A Buenos Aires, seules les filles et les Madames en disposent, alors que pimps et DH en sont dépourvus. Ainsi, le DH, réel propriétaire de bordel, se doit de confier son bien à une Madame qui maîtrise du coup une zone d'incertitude élargie.
- le capital réglementaire : il concerne tant le fait d'être dépositaire d'une force officiellement reconnue par la loi que le fait d'activer ou non cette compétence.
- le capital (dis)connexionnel : reprend l'ensemble des relations qu'un individu peut activer pour son propre intérêt (notamment en cas de « problème » : il s'agit de « connaître quelqu'un qui... »). Il concerne aussi la capacité à s'ériger en « point de passage obligé » pour les autres acteurs (cf. la notion de « trou structural », développée par Burt).
- Le capital informationnel : il concerne globalement le *know-how* de l'exercice de la prostitution et comporte trois dimensions : connaître les opportunités, les dangers et les moyens de s'en protéger. Il n'est pas exagéré de dire qu'être totalement dépourvu de capital informationnel signifie la mort, en tous cas dans le business de la prostitution. C'est pourquoi les acteurs qui ont une certaine expérience disposent d'une importante ressource qu'ils

peuvent décider d'utiliser ou non au bénéfice de néophytes (et pour ne pas pâtir eux-mêmes des éventuelles bourdes de ceux-ci).

- Le capital de compétence : il s'agit de ce que chaque acteur « sait » faire et qui peut représenter un intérêt pour d'autres acteurs (e.a. compétences techniques – fabrication de faux documents entre autres –, mais aussi la compétence de « désirabilité » d'une fille).
- Le capital d'attachement : il concerne la capacité des individus à s'attacher d'autres acteurs autrement que par des liens objectifs (de dette, de menace, d'intérêt, etc.), c'est-à-dire autrement qu'en exerçant un pouvoir lié à une zone d'incertitude (même si ce pouvoir peut exister par ailleurs), mais par exemple en inspirant un sentiment de confiance, de proximité ou d'amitié⁶.

6. Repenser la place de la prostituée

La lecture complète des rapports des enquêteurs révèle un élément frappant. Malgré deux années d'enquêtes, des dizaines de pays visités et des centaines de personnes interrogées, PK ne rencontre quasiment aucune situation qui tombe sous la définition juridico-morale de la traite (et son image d'Epinal de la jeune fille forcée à se prostituer contre son gré par une conspiration d'acteurs). En fait, cela ne devrait pas étonner, car cette définition est incapable de prendre en compte la *réalité complexe* des rapports de pouvoir. L'ASRAS permet d'objectiver la marge de manoeuvre de la fille en tenant compte de cette complexité. Comme pour les autres acteurs du réseau, elle dépend d'abord du contexte économique (la fille est probablement l'acteur qui souffre le plus de la contrainte économique) et politique. Théoriquement, que le régime soit réglementariste ou abolitionniste, le fait que la loi oblige la plupart des acteurs à agir dans l'illégalité offre une marge de manoeuvre importante à la fille. Si le système dépend de ses gains, la zone d'incertitude qui lui procure la possibilité de dénoncer quiconque limite fortement le pouvoir que les membres du réseau peuvent exercer sur elle. Dès lors, les membres de l'underworld n'ont certainement pas intérêt à se retrouver dans une situation où ils doivent forcer la fille (d'où le rejet généralisé des « greens » (filles vierges)).

Si les cas de traite claire sont bien rares, les situations de contrainte systémique sont bien plus nombreuses. La contrainte n'est plus le fait d'individus particuliers mais d'un ensemble de facteurs qui stabilisent une situation qui peut ne pas être profitable à la fille, parce que les termes de l'échange ne lui sont pas favorables. On peut cependant énoncer deux propositions générales. Premièrement, tant que la fille se trouve dans une situation où il lui est théoriquement possible de faire jouer une *concurrence* entre les différents acteurs d'un réseau peu intégré (utiliser la menace que les uns représentent pour les autres), elle disposera d'une marge de manoeuvre. Si par contre, le réseau est caractérisé par une haute *connexité*, ce qui signifie que tous les acteurs peuvent mettre en place une *entente* au détriment de la fille, celle-ci risque de perdre tous ses leviers. PK a rencontré ce type de situations dans des pays où la *corruption* est forte (en Turquie, par exemple, où les policiers *tiennent* avec les souteneurs). Des trois possibilités décrites par Hirschman face à une situation, il ne reste alors plus à la prostituée que la « loyalty » dans un tel système : dénoncer ou s'enfuir deviennent inutile.

⁶ Ironiquement, c'est l'enquêteur lui-même qui fournit l'exemple le plus parlant de l'utilisation de ce type de capitaux. En effet, c'est en s'attachant certains acteurs importants de l'underworld juif, en se faisant aimer et respecter par eux, en recevant leur confiance que PK a pu infiltrer de manière si profonde ce réseau, alors qu'il ne semble rien leur apporter en échange.

La deuxième proposition s'entend comme suit : plus le nombre de conditions légales à l'exercice de la prostitution sont nombreuses (comme c'est le cas dans les systèmes réglementaristes), plus la fille risque de devenir l'obligée d'une série d'acteurs dont les capitaux lui sont indispensables pour exercer. A Buenos Aires, la fille ne peut exercer qu'en privé, dans une maison dont elle est propriétaire. Puisque ceci n'est jamais le cas, chaque fille doit s'arranger pour qu'un DH lui prête, contre ponction sur les gains, l'une de ses maisons. Pour se protéger, le DH fait signer un papier en blanc à la fille et lui réclame une importante caution. Comme la fille ne possède pas non plus de fonds propres, elle demande à un pimp de lui avancer cet argent. Ainsi, le pimp pourra également profiter de ses gains. Parce qu'elle semble à bien des égards détachée de la réalité, la loi réglementariste telle qu'elle existe au Brésil et en Argentine par exemple n'a d'effets que pervers : au lieu de se débarrasser des intermédiaires, elle renforce leur position.

*

*

*

L'idée d'une contrainte à la prostitution doit être appréhendée dans toute sa complexité, comme on a tenté de le montrer ici. Un individu se trouve dans une position délicate lorsque sa marge de manoeuvre est bridée par un ensemble de facteurs. Cette appréhension par l'ASRAS permet de désabsolutiser la qualification d'une situation en terme de traite sur une logique binaire (ceci est/n'est pas de la traite). Elle invite à poser la question du *degré* de réduction de la marge de manoeuvre de l'acteur, ce qui ne peut se faire qu'à travers l'étude empirique minutieuse du contexte dans lequel chaque individu tente d'exercer son pouvoir. Il faut alors se pencher sur ce qui tient l'acteur, l'attache, l'oblige.

Bibliographie

CHAUMONT J.-M. 2009. *Le mythe de la Traite des Blanches. Enquête sur la fabrication d'un fléau*. Paris: La Découverte.

CROZIER M. & E. FRIEDBERG 2004. *L'acteur et le système*. Paris: Editions du Seuil.

DEGENNE A. & M. FORSÉ 1994. *Les réseaux d'acteurs sociaux*. Paris: Armand Colin.

FRIEDBERG E. 1993. *Le Pouvoir et la Règle*. Paris: Editions du Seuil.

GRANOVETTER M. 2000. *Le marché autrement*. Paris: Desclée de Brouwer.

LAZEGA E. 1998. *Réseaux sociaux et structures relationnelles*. Paris: P.U.F.

VAN CAMPENHOUDT L. 2010. Pouvoir et réseau social : une matrice théorique. *Les cahiers du Cirtes* 2: 5-41.